

Le Budget

avantage quelconque pour le pays? Aurait-il maintenu cette mesure? Nous l'avons éliminée et nous sommes fiers de l'avoir fait.

Il parle d'une taxe sur les hydrocarbures. Il fut le premier à en parler. Elle fait partie d'une étude amorcée par le gouvernement précédent et que nous poursuivons toujours, mais il a été le premier à parler d'une taxe sur les hydrocarbures.

À mon avis, c'est pour le moins spécieux de soulever la question d'une révolte des contribuables en cette Chambre, de parler d'une révolution contre une taxe qu'il a lui-même imaginée.

Monsieur le Président, je sais que le temps passe vite; permettez-moi de résumer. La position du Parti réformiste tient essentiellement à deux points: nous devrions procéder à un examen complet de la politique de défense avant d'entreprendre quelque réduction que ce soit, mais nous devrions immédiatement faire des coupes sauvages dans tous les programmes d'aide gouvernementaux qui s'adressent aux mères seules, aux chefs de familles monoparentales, aux aînés, aux veufs, aux veuves et aux enfants.

Je ne comprends tout simplement pas. Je ne comprends pas qu'un parti politique dise d'une part que la guerre froide n'est pas terminée et que, par conséquent, nous devrions continuer à dépenser au titre de la défense, en continuant comme par le passé, tout en affirmant d'autre part que nous avons gagné la guerre contre la pauvreté. C'est tout simplement irréaliste.

Le vice-président: Le chef du Parti réformiste dispose d'une période égale à celle du ministre des Finances, soit environ quatre minutes.

M. Manning: Nous allons monopoliser la période des questions.

Le ministre a prononcé une phrase avec laquelle je puis me dire d'accord. Il a dit: «Je ne comprends pas.»

Je crois que ce genre d'échange est représentatif des problèmes qui caractérisent les débats à la Chambre. Le ministre a fait un certain nombre d'affirmations au sujet de l'attitude du Parti réformiste face à la réduction du déficit. Ou bien il comprend mal notre position, ou nous ne l'avons pas exprimée clairement.

Pour nos projections, nous avons posé l'hypothèse d'une croissance d'environ 3,5 p. 100. Nous admettons maintenant que c'est un peu élevé, mais pas beaucoup plus que les chiffres utilisés par le ministre. Nous sommes capables de justifier les compressions de dépenses que nous préconisons. Nous sommes prêts à le faire. Selon moi, la meilleure tribune pour ce faire serait une rencontre informelle. Je crois que le ministre nous a invités à le faire. Nous pourrions nous rencontrer un bon soir, à l'écart des médias et sans chercher à nous faire du capital politique. Avec l'aide des fonctionnaires et de nos collaborateurs, nous pourrions piocher ces chiffres ensemble.

• (1640)

Je suis passablement certain que le gouvernement s'intéresse assez à cette question pour nous écouter, si nous pouvons marquer des points dans ce débat et prouver qu'on pourrait faire plus

dans certains secteurs. S'il s'avérait par contre que nous nous soyons trompés sur certaines projections, nous les retirerions de notre programme officiel. Je crois vraiment que c'est ainsi que nous pourrions nous rendre utiles.

Le deuxième point que j'aimerais soulever, et je pense que c'est là qu'il y a une différence de philosophie entre le gouvernement et nous, concerne la façon dont sont créés les emplois. Quels sont les rôles respectifs du gouvernement et du secteur privé à cet égard?

D'après le budget du ministre, le gouvernement va réduire les cotisations d'assurance-chômage de 725 millions de dollars en trois ans, les ramenant à 2 milliards, et il prétend que cela va conduire à la création de 40 000 emplois. Autrement dit, en laissant cet argent dans les poches des gens d'affaires et des contribuables, il va contribuer à la création de 20 000 emplois pour chaque milliard de dollars qu'il laissera. Mais le gouvernement ajoute qu'il va mettre en place un programme d'infrastructure et qu'entre les trois ordres de gouvernement, les contribuables devront payer 6 milliards d'impôts qu'il va réinvestir pour créer 65 000 emplois, soit environ 10 000 emplois pour chaque milliard dépensé.

Ces chiffres présentent une contradiction inhérente. Si on peut créer 20 000 emplois en laissant un milliard de dollars dans la poche des contribuables, pourquoi ne pas leur laisser ces 6 milliards et créer d'autant plus d'emplois? C'est là que réside la différence philosophique entre nos approches. J'ai hâte d'en débattre.

Ce qui nous intéresse, et qui je l'espère intéresse également d'autres députés, c'est d'obtenir des réponses. Marquer des points politiques dans ce dossier ne nous intéresse guère; nous voulons trouver le meilleur moyen d'assurer des emplois stables. Si nous proposons la meilleure solution, nous espérons que vous le reconnaîtrez, mais si votre solution est meilleure que la nôtre, nous nous ferons un plaisir de le reconnaître.

[Français]

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, en 1984, quand je me suis présenté en tant que conservateur, on parlait de trois choses: décentralisation de la gestion du gouvernement, coupures dans les dépenses et réconciliation nationale. J'aimerais dire au chef du Parti réformiste qu'au mois de juin 1990, rien de cela ne s'était produit.

La réconciliation nationale venait de tomber à l'eau; il n'y avait pas eu de coupures, on continuait à dépenser davantage et pour ce qui est de la décentralisation des pouvoirs et de la gestion gouvernementale, on continuait, comme dans le régime libéral, à centraliser davantage à Ottawa. Je pense que c'est la cause majeure du déficit et de la dette du pays, et c'est pour ces raisons que j'ai démissionné.

J'aimerais connaître la position du chef du Parti réformiste à cet égard. Pense-t-il qu'une grande décentralisation, donnant beaucoup plus de pouvoirs aux provinces, permettrait de mieux gérer et d'être plus efficaces, dans le but de diminuer les dépenses et d'augmenter la croissance économique?